



Pourquoi voter CGT

aux élections professionnelles de 2018 ?

CGT-INRA – RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 - cgt@inra.fr - <https://inra.ferc-cgt.org/>

14 Novembre 2018

Nous sommes appelés à voter 3 fois (voire 4 pour les agents de catégorie B et C qui votent, en plus, pour les CAP locales).

3 élections = 3 votes à mettre au courrier avant le 4 décembre ! Nous votons : au Comité Technique de l'INRA (CT INRA), au Comité Technique Ministériel (CTMESR), aux Commissions Administratives Paritaires (nationales : CAPN et locales : CAPL), ainsi qu'à la Commission Consultative Paritaire (CCP pour les précaires).

En résumé : qui vote pour quelle instance ?

Catégories	AT	AI	ASC	Agents non
Instances	TR	Ingénieurs	CR DR	titulaires
CT INRA	Oui	Oui	Oui	Oui
CT MESR	Oui	Oui	Oui	Oui
CAPN INRA	Oui	Oui	Oui**	Non
CAPL INRA	Oui	Non	Non	Non
CCP INRA	Non	Non	Non	Oui

(** sauf CR qui voteront pour leur CAP en 2019)

CT INRA : Comité Technique de l'INRA / **CT MESR** : Comité Technique du ministère de la recherche / **CAPN INRA** : Commissions Administratives Paritaires Nationales de l'INRA / **CAPL INRA** : Commissions Administratives Paritaires Locales de l'INRA / **CCP INRA** : Commission Consultative Paritaire.

[En savoir plus sur notre site](#)

Rappelons, qu'un comité technique (CT) est l'instance de représentation des fonctionnaires et de dialogue avec leur employeur public. Les élus sont chargés de donner un avis sur les questions collectives, à la différence des commissions administratives paritaires qui examinent les questions individuelles. Les CTs n'ont qu'un rôle consultatif. Toutefois, en cas d'avis défavorable unanime, l'administration est tenue de réexaminer le dossier, même si elle n'est juridiquement pas tenue de renoncer à son texte. Le vote au CTM est devenu plus important car il détermine la représentativité syndicale.

Ces élections se déroulent dans un contexte d'affaiblissement du pouvoir jupitérien de Macron. Un score élevé de la CGT sera un signal de combativité pour tous les salariés. A contrario un mauvais score sera interprété comme une acceptation par les salariés du projet de casse sociale mis en œuvre par Macron.

Pour bien comprendre l'enjeu de ces élections, il est nécessaire de prendre un peu de recul.

Macron est mandaté par les classes dirigeantes pour opérer un rattrapage de la France concernant l'agenda néolibéral mis en œuvre depuis Pinochet, Thatcher et Reagan. « Le retard » de la France s'explique par la combativité du salariat français et l'ampleur des acquis collectifs obtenus depuis 1936 et 1968. **Macron poursuit la stratégie choc de Sarkozy, stratégie qui avait été stoppée par la crise de 2007 et la mobilisation pour les retraites de 2010. Objectifs : casse du code du travail, du système de retraites, de la sécurité sociale et de la fonction publique. Mais ce modèle néolibéral est aujourd'hui en crise à l'échelle de la planète et ne passe toujours pas idéologiquement en France. Il est donc possible d'en arrêter la marche funèbre.**

Commençons par la sécurité sociale dans son ensemble

La logique d'effondrement progressive du système est la suivante. On exonère de cotisations patronales les entreprises créant ainsi un déficit des différentes branches. Puis, on pratique une politique d'austérité avec diminution des remboursements, casse de l'hôpital public, baisse des pensions... Ce processus produit un report des citoyens vers les systèmes privés. Par ailleurs, on ne s'attaque pas aux vrais maux du système

actuel : l'enrichissement des secteurs privés comme les cliniques privées, la médecine libérale ou les grands groupes pharmaceutiques,... sur le dos de nos cotisations !

Prenons maintenant l'exemple des retraites

Le système actuel se caractérise par une triple solidarité, entre générations, entre individus et entre professions. Le système de financement par cotisation des salariés et des entreprises le rend indépendant du circuit financier privé.

Pour cette raison le capital ne peut pas faire du profit et utiliser une manne financière gigantesque (360 milliards d'euros « tous régimes confondus »¹).

D'où leur volonté de casser ce système. La voie choisie depuis 2003 est la baisse des pensions. En effet, si les pensions baissent, les salariés sont contraints, pour ceux qui le peuvent, de se reporter sur un système privé de capitalisation. Les attaques passées de 2003 et 2010 qui ont allongé la durée de cotisation, augmenté les taux de cotisations, mis fin à l'indexation des retraites sur les salaires ont eu comme principale conséquence la paupérisation des retraités et la hausse de l'épargne par capitalisation².

Le projet de retraites par points va plus loin, il supprime la solidarité entre individus et entre professions. Il n'y aura plus d'âge légal de départ à la retraite et la valeur du point pourra être ajusté en cas de crise. Sa valeur a baissé respectivement de 3%, 4.3% et 2.7% en Suède en 2010, 2011 et 2014.

Continuons sur les attaques concernant les fonctionnaires

Le gouvernement actuel est sur ce sujet bien plus « ambitieux » que ses prédécesseurs. Il veut, dans la continuité de Sarkozy, supprimer 120.000 postes de fonctionnaires en utilisant un mécanisme de départ volontaire. Mais surtout, il envisage de faire du contrat privé la règle dans l'embauche au sein de la fonction publique. A France Telecom, à la Poste ou à EDF, la coexistence de ces différents statuts a toujours produit une souffrance extrême chez

¹ Soit plus que le budget de l'Etat de 320 Milliards d'Euros

les fonctionnaires restants que l'on pousse vers la porte, et une précarité grandissante pour les autres.

Cela a toujours conduit *in fine* à la privatisation des services publics concernés (eau, électricité ou distribution du courrier), et à une dégradation des conditions de travail et du service rendu. A terme, dans leur esprit, l'Enseignement Supérieur et la Recherche ou l'école pourraient même être gérés intégralement par le privé, en délégation de services publics.

L'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR)

L'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) constituent un secteur clé du capitalisme. D'abord, la production d'innovations est cruciale pour développer de nouveaux secteurs dans lesquels l'accumulation primitive de capital et donc les profits sont toujours plus forts. Le capitalisme ne peut pas se régénérer sans ça. De plus, certaines innovations peuvent jouer un rôle capital dans la hausse de la productivité et donc dans la compétitivité des entreprises qui en bénéficient. Ensuite, les changements techniques requièrent une adaptabilité de la main d'œuvre, qui doit être capable de les mettre en œuvre. D'autre part, la production et la transmission de connaissances constituent potentiellement, elles aussi, une autre source de profits, comme le prouvent les institutions universitaires anglaises et américaines ou les éditeurs scientifiques privés. Enfin, l'internationalisation forte de ce secteur et le haut niveau de compétition auquel il est soumis en font un très bon terrain d'expérimentation des méthodes de management néolibérales qui permettent une hausse de la productivité, générant inévitablement une hausse de la souffrance au travail : maladies professionnelles, burn out.

Regroupement / fusion d'établissements

C'est dans ce contexte de l'ESR qu'il faut analyser les réformes en cours avec les regroupements autour des universités

² En dix ans, l'épargne retraite des Français a bondi de 43%, selon le dernier Observatoire des retraites européennes publié par Eres

autonomes ou la fusion INRA-IRSTEA.

Le nouveau paysage préfiguré par ces réformes recouvre trois pôles : des universités d'excellence avec comme objectif d'être des « leaders » dans la course à la production de connaissance, des universités de bassin pour transférer les connaissances techniques à un nouveau salariat prolétarisé, des instituts de recherche finalisés produisant des innovations pour les entreprises et des expertises pour les décideurs publics.

**Ne nous y trompons pas :
tout le système peut, à terme,
être privatisé.**

- Pour l'ESR, la CGT INRA défend plus de moyens pour la recherche (des postes et des budgets) et une stricte indépendance des chercheurs dans la conduite de leurs recherches vis-à-vis des différents lobbys mais aussi de l'Etat.
⇒ **Pour assurer cette indépendance, le statut de fonctionnaire titulaire doit rester la règle.**
- L'INRA doit augmenter drastiquement ses recrutements de fonctionnaires titulaires de toutes catégories (A, B et C) pour mettre un terme à la précarité dans les laboratoires et services, et répondre aux questions scientifiques posées par les enjeux écologiques et sociaux.
⇒ **Pour stopper la précarité des financements et des personnels, il faut en finir avec la recherche en mode projet.**
⇒ **Avec une dotation de crédit de fonctionnement à hauteur de 12 K€ par agent, nous recouvrerons le temps long et la sérénité nécessaire à notre métier. C'est notre revendication pour l'INRA !**
- Des moyens existent si nous récupérons les fonds alloués à l'ANR (673 millions d'euros), au CIR (6,27 milliards d'euros en 2017) ou au PIA (1 milliard en 2019). Ce qui au passage simplifiera l'indigeste millefeuille administratif.
⇒ **C'est dans cet objectif que nous avons initié une pétition intersyndicale que vous pouvez signer [ici](#).**



La CGT est la seule organisation à être lucide sur les évolutions en cours et à proposer une stratégie d'affrontement à ces évolutions.

Les mobilisations de 1995, 2003, et 2010 n'ont pas toutes été victorieuses, mais elles ont permis de ralentir le processus engagé dans les années 80. Aujourd'hui un salarié français est encore mieux protégé qu'un salarié anglais ou même un salarié allemand.

**Nous avons besoin d'un mouvement d'ensemble qui stoppe cette politique.
En rejoignant la CGT, en votant CGT aux élections professionnelles,
vous contribuerez à dire STOP à la casse de nos systèmes solidaires
et STOP à la casse de la recherche !**

La **CGT-INRA** est candidate pour toutes les élections INRA : CAP locales et nationales, CT, CCP. Nous présentons également des candidats sur la liste **FERC-CGT** déposée pour l'élection au CT ministériel.

**VOTEZ CGT, FAITES VOTER CGT !
.... A L'INRA ET PARTOUT AILLEURS !**